

L'opération 10.1.97 p. 8

Tension gréco-turque autour des missiles de Nicosie

Selon un quotidien turc, Ankara n'exclurait pas des frappes préventives après l'achat de S 300 russes.

A la grande inquiétude de Washington, la tension monte à nouveau dangereusement entre Athènes et Ankara, éternels frères ennemis de l'OTAN, après l'achat par le gouvernement chypriote grec de 20 missiles russes S 300 pour plusieurs millions de dollars. Livrables dans plusieurs mois, ces sophistiqués missiles sol-air équivalents des «Patriots» américains n'ont jamais été jusqu'ici installés hors du

territoire russe. Les autorités de Nicosie soulignent le caractère avant tout «défensif» de ces armes - comme des 41 chars russes T 80 achetés un mois plus tôt - insistant sur le droit des chypriotes grecs «à ne plus être otages de l'armée

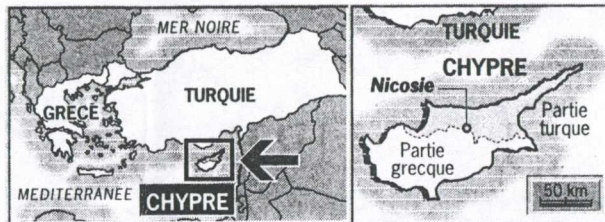
turque», qui depuis 22 ans occupe la partie nord de l'île. La réaction d'Ankara est d'autant plus dure que le gouvernement de l'islamiste Necmettin Erbakan y voit une occasion de galvaniser l'opinion. Il dénonce un «surarmement» chypriote grec «à même de bouleverser l'équilibre des forces» dans la ré-

gion. Le ministre de la Défense, Turhan Tayan, affirme être déterminé «à prendre toutes les mesures nécessaires» pour assurer «la sécurité de la communauté turque de Chypre». Telle était déjà la justification avancée en août 1974 par Ankara pour intervenir dans l'île après des mois de violences intercommunautaires et un coup d'Etat des chypriotes grecs ultra-nationalistes proclamant le rattachement à la Grèce.

**«L'achat des missiles est un élément déstabilisateur sur l'île et la région.»
Le département d'Etat américain**

Necmettin Erbakan alors vice-Premier ministre et le chef de gouvernement, le social-démocrate Bulent Ecevit, s'étaient alors appuyés sur les accords de 1959, élaborés au moment de l'indépendance de cette ex-colonie britan-

nique dont la Turquie, la Grèce et la Grande-Bretagne étaient les garants. L'invasion baptisée «opération Attila» consumma la partition. Au sud les 600 000 chypriotes grecs de la République de Chypre, seule autorité internationalement reconnue. Au nord, sur 37% du territoire les 130 000 chy-



priotes turcs qui autoproclamèrent leur «République turque de Chypre Nord», sous la protection de 30 000 soldats d'Ankara, unique capitale à la reconnaître.

La situation est aujourd'hui bloquée avec 1 200 casques bleus déployés depuis deux décennies le long de la «ligne verte», qui divise l'île. Sa réunification sous la forme d'une «fédération bizonale et bicommunautaire» selon le projet de l'ONU semble toujours aussi lointaine. Elle constitue pourtant - de fait - l'une des conditions pour l'adhésion de Chypre à l'Union européenne, en vue de laquelle les négociations devraient commencer à la fin de l'année. Les incidents de l'été dernier autour de la «ligne verte» qui ont coûté la vie à quatre chypriotes grecs et les actuels bruits de botte n'in-

citent guère à l'optimisme.

Le département d'Etat américain a durement critiqué l'achat des missiles par Nicosie comme «un élément nouveau et déstabilisateur sur l'île et la région». Un médiateur américain Carvey Cavanaugh se rendra la semaine prochaine à Nicosie, Athènes et Ankara.

Les S 300 ne seront pas installés avant 6 ou 8 mois mais, selon le quotidien turc Cumhuriyet, (gauche républicaine) l'état-major et le Conseil de sécurité national auraient envisagé des frappes préventives s'ils devaient être déployés. Les côtes turques distantes d'à peine 100 kilomètres, sont en effet désormais à portée de ces missiles.

Washington se montre d'autant plus préoccupé que ce regain de tension pourrait déra-

per en affrontement direct gréco-turc. Ces deux pays de l'OTAN, engagés l'un et l'autre dans une course aux armements, étaient il y a un an à deux doigts d'une guerre à propos de l'îlot d'Imia dans l'est de la mer Egée. Un accord de «défense intégrée» entre Athènes et Nicosie, passé il y a deux ans par un Andréas Papandréou déclinant, prévoit une automatique riposte de la Grèce en cas d'agression à Chypre. Le Premier ministre socialiste Costas Simitis appelait hier ces concitoyens «à garder la tête froide» dénonçant la crise artificielle créée par Ankara. Mais cet européiste convaincu, cède de plus en plus à la pression des nationalistes de son parti. Le juriste Christos Rozakis, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, partisan du dialogue «pas à pas» avec Ankara pour le dossier chypriote, a dû jeter l'éponge le 2 janvier, victime d'un malaise cardiaque, après avoir été traîné dans la boue pendant des mois comme «défaitiste» par une bonne partie de la presse, qui ne se privait pas non plus d'insister lourdement sur ses origines juives ●